



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## Dévitilisation d'un pays : données quantitatives, une méthode et un exemple

J.-M. Roux

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Roux J.-M. Dévitilisation d'un pays : données quantitatives, une méthode et un exemple. In: Économie rurale. N°117, 1977. Aménager l'espace ? pp. 17-27;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1977.2467>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1977\\_num\\_117\\_1\\_2467](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1977_num_117_1_2467)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

## Abstract

The Devitalization of a Region : Quantitative Data, a Method and an Example -This article first makes a distinction amongst regions that are mainly rural between «rurban» areas -and «deep» rural areas. An attempt is made to evaluate the coherence, the living particularities and the future of «deep» but not totally deserted rural areas, in other words of 50 % of France. In order to do this,, the winter begins with the historical region. A network of statistical indicators concerning social, economic and cultural problems is assembled, some of them worked out and collected specially for this study. These indicators are used in a method of automatic cartography and comparison. From the example chosen, which seems fairly generalisable, the survey brings to light the relative economic unity of the small region,, and a deterioration of amenities and of non-agricultural services and activities that is less serious than is often feared. But the fact that the modernization of farming inevitably leads to fewer rural inhabitants and the devitalization of the countryside, to a decline in the population, the subordination of the region to the central authority and the break up of local culture, do not encourage one to be optimistic with with regard to the future.

## Résumé

Parmi les zones à dominante rurale, une première distinction peut être faite entre régions « rurbaines » et régions « profondes ». Pour estimer la cohérence, les particularismes vivants, l'avenir des régions rurales profondes mais non désertifiées (soit au moins 50 % du territoire français), on part du pays historique. Un faisceau d'indicateurs statistiques est rassemblé sur les problèmes sociaux, économiques et culturels ; certains de ces indicateurs sont élaborés et collectés pour la circonstance. Pour les traiter, on utilise une méthode de cartographie et de croisement automatiques. Sur l'exemple choisi, qui paraît assez généralisable, l'enquête met en évidence une relative unité économique de la petite région, une dégradation moins grave qu'on aurait pu le craindre des équipements, des services et des activités non agricoles. Mais le caractère entraînant de l'agriculture, dont la modernisation passe par l'exode et la dévitalisation rurale, la démographie en voie d'effondrement, la subordination du pays aux pouvoirs centralisés, la désagrégation de la culture et des messages locaux, rendent assez pessimistes pour l'avenir.

# DEVITALISATION D'UN PAYS : DONNEES QUANTITATIVES, UNE METHODE ET UN EXEMPLE <sup>(1)</sup>

Jean-Michel ROUX

Atelier de Recherche et d'Etudes d'Aménagement (AREA)

Parmi les zones à dominante rurale, une première distinction peut être faite entre régions « urbaines » et régions « profondes ». Pour estimer la cohérence, les particularismes vivants, l'avenir des régions rurales profondes mais non désertifiées (soit au moins 50 % du territoire français), on part du pays historique. Un faisceau d'indicateurs statistiques est rassemblé sur les problèmes sociaux, économiques et culturels ; certains de ces indicateurs sont élaborés et collectés pour la circonstance. Pour les traiter, on utilise une méthode de cartographie et de croisement automatiques. Sur l'exemple choisi, qui paraît assez généralisable, l'enquête met en évidence une relative unité économique de la petite région, une dégradation moins grave qu'on aurait pu le craindre des équipements, des services et des activités non agricoles. Mais le caractère entraînant de l'agriculture, dont la modernisation passe par l'exode et la dévitalisation rurale, la démographie en voie d'effondrement, la subordination du pays aux pouvoirs centralisés, la désagrégation de la culture et des messages locaux, rendent assez pessimistes pour l'avenir.

## The Devitalization of a Region : Quantitative Data, a Method and an Example

*This article first makes a distinction amongst regions that are mainly rural between « urban » areas and « deep » rural areas. An attempt is made to evaluate the coherence, the living particularities and the future of « deep » but not totally deserted rural areas, in other words of 50 % of France. In order to do this, the writer begins with the historical region. A network of statistical indicators concerning social, economic and cultural problems is assembled, some of them worked out and collected specially for this study. These indicators are used in a method of automatic cartography and comparison. From the example chosen, which seems fairly generalisable, the survey brings to light the relative economic unity of the small region, and a deterioration of amenities and of non-agricultural services and activities that is less serious than is often feared. But the fact that the modernization of farming inevitably leads to fewer rural inhabitants and the devitalization of the countryside, to a decline in the population, the subordination of the region to the central authority and the break up of local culture, do not encourage one to be optimistic with regard to the future.*

## LA MODERNISATION DU TERRITOIRE

L'organisation du territoire est sujette à modernisation (2). Le terme est purement analytique et n'implique aucun jugement de valeur : l'habitat, les activités, les équipements se créent et se déplacent selon des règles assez constantes. On observe actuellement, à presque toutes les échelles d'étude possibles, une spécialisation et une hiérarchisation polarisées du territoire. Ainsi il est de plus en plus facile de découper un espace géographique en zones fonctionnelles qui s'excluent plus ou moins les unes les autres : agricoles, industrielles, résidentielles, de loisirs avec de multiples subdivisions (denses ou diffuses, concentrées ou pas...). Les transformations du territoire ne sont pas dues à des phénomènes mécaniques ; en dernier ressort, elles sont l'effet

de décisions prises par des détenteurs de pouvoir (3), qui implantent une usine, construisent un nouveau quartier, créent une voie de communication... Ces décisions ne résultent pas toujours de nécessités internes, d'une logique impérieuse du système socio-économique ; elles sont aussi les fruits des modèles idéologiques sur « le développement » et « la modernité », qui s'imposent aux décideurs. On ignore désormais si la rationalité crée le modèle ou le modèle la rationalité (4). C'est le dernier avatar des retournements convulsifs de l'analyse matérialiste. Ce point de départ est fondamental pour une réflexion sur des zones rurales étrangères aux formes dominantes de la croissance : il n'exclut pas la satisfaction de certaines de leurs revendications sous des critères de stricte rentabilité.

Ces formes dominantes de la croissance privilégient les pôles urbains, les organisations économiques et sociales qui les accompagnent. Elles sont d'autant plus

(1) Cet article est tiré de deux études de l'ADIRES pour l'ACEAR, principalement « dévitalisation de la France rurale : survie ou désagrégation des petites régions » (1976) et accessoirement « concentration-déconcentration, tome 1 : petites villes et campagnes dans l'organisation du territoire » (1974).

(2) Voir ADIRES, bibliographie n° 1.

(3) Des décideurs, dans le langage de l'aménagement.

(4) Voir en bibliographie DREYFUS (6), MERCADAL (12), LAUTIER (9).

brutales en France qu'elles se sont imposées tardivement et que leur lieu d'arbitrage (leur sommet hiérarchique) est très centralisé (Paris et son agglomération au moins, sans même parler des influences étrangères, CEE, Etats-Unis...).

Les tendances modernes s'opposent à une organisation et à une perception ancienne du territoire. Ce conflit est sensible dans les campagnes et les petites villes, immobilisées par leurs traditions culturelles, par des activités et des densités d'habitat qui s'intègrent mal dans une hiérarchie à prépondérance urbaine, en d'autres termes par leurs particularismes.

Ces petites villes et campagnes sont rassemblées ici sous les termes généraux de zones rurales, ou de zones peu urbanisées, dont les principaux aspects structurels sont :

— une répartition éclatée de la population et des activités,

— une persistance, parmi les activités économiques de base, d'activités (artisanat et agriculture) non intégrées totalement aux structures industrielles monopolistiques. Les entreprises sont petites, elles n'ont pas la maîtrise de leur marché, elles utilisent souvent une main-d'œuvre non salariée, elles s'adaptent mal aux modèles de gestion capitaliste.

Le milieu rural a pour pleine expression des sociétés et des cultures à racines paysannes, dont les principales caractéristiques pourraient s'exprimer dans le tableau suivant (5) :

URBAIN	RURAL
Travail salarié	Travail non salarié (artisanat - agriculture)
Séparation entre temps de loisir et de travail	Intégration des loisirs et du travail
Election de la consommation comme expression culturelle et comme manifestation des clivages sociaux	Consommation réduite à des besoins traditionnellement reconnus, volontairement utilitaire et non ostentatoire.

Cette comparaison permet de bien situer les archétypes extrêmes, le centre des grandes villes d'une part et la campagne traditionnelle de l'autre. Elle ne dessine aucune limite précise sur le territoire, et ne se confond pas, en particulier, avec les frontières administratives du rural et de l'urbain. Pour qu'elle prenne toute sa signification, il faut préciser l'échelle à laquelle on travaille. En effet, plus les zones étudiées sont grandes, et plus on a de chances de voir s'y mêler des caractères ruraux et urbains, mais plus on a de chance aussi de voir certains de ces caractères « prendre du poids », devenir significatifs et représentatifs de toute la vie

(5) Voir en bibliographie les ouvrages de LEFEBVRE (10), RAMBAUD (14), JOLLIVET et collaborateurs (8), notamment des articles de H. MENDRAS et de N. EIZNER sur société paysanne et englobante, collectivité, communauté locale, etc...

régionale. Rural n'a pas le même sens au niveau du département et au niveau de la commune. Le terme est d'ailleurs constamment remis en cause (6).

## LA DEVITALISATION DES REGIONS PEU URBANISEES

Le territoire rural qui accueillait la société paysanne souffre donc de divers signes de dévitalisation. La campagne française, autrefois centre vivant du pays, devient monument historique, ses habitants les plus enracinés objets d'ethnologie. Ces difficultés d'ordre sociologique et culturel ne doivent pas être confondues avec des problèmes plus quantitatifs de faible densité ou de sous-équipement, même si elles leur sont souvent associées (7).

Les premiers résultats fournis par le recensement de 1975 peuvent se résumer ainsi : dans la période 1968-1975, la population des principales agglomérations a relativement stagné, celle des grandes couronnes rurales de ces agglomérations a rapidement augmenté, celle des régions rurales plus éloignées s'est souvent effondré. Ces mouvements semblent accélérer les tendances déjà observées dans la période précédente, 1962-1968.

Sur ce simple critère démographique, il est clair qu'on ne peut parler uniment du milieu rural. Sa dévitalisation peut être plus ou moins rapide et avancée, de même que sa reconversion à de nouveaux usages, bien intégrés dans les formes dominantes de la croissance.

En périphérie des villes, d'abord, certaines zones rurales deviennent des banlieues, au sens le plus général du terme : elles accueillent la plupart des fonctions urbaines (habitat, loisirs, activités industrielles...) à l'exception de certaines activités propres au centre ville, mais dans une organisation morphologique éclatée. Dans les métropoles, elles s'étendent au moins à 30 ou 40 km de l'agglomération. La ville consomme un espace rural émietté, au lieu de s'étendre en tache d'huile. Ainsi peut-on distinguer des zones « urbaines » et des zones rurales profondes (8).

Les campagnes profondes peuvent elles-mêmes être le siège de reconversions qui, nonobstant la disparition de leur économie et de leur société traditionnelles, leur assure une place dans les formes de développement « modernes ». D'une part les paysans se transforment en agriculteurs moyennant une forte ponction démographique, une intégration dans de nouveaux circuits économiques, un comportement culturel plus urbain. D'autre part, certaines activités rurales s'insèrent parfaite-

(6) Par exemple dans une enquête récente du CETEM, « les relations intercommunales et les critères de ruralité » financée par la FNCA.

(7) Aux Etats-Unis, à la suite du dernier recensement de 1972, des associations de protection de l'environnement rural ont dénoncé l'urbanisation rapide de trop nombreux comtés en prenant comme seuil démographique 40 hab/hm<sup>2</sup>, densité qui en France est considérée comme parfaitement rurale.

(8) Voir G. BAUER et J.-M. ROUX, bibliographie n° 3.

tement dans la société contemporaine, comme le tourisme ou les industries décentralisées. A cette enseigne, la zone rurale parfaitement modernisée reste couverte d'exploitations agricoles compétitives, donc vastes et peu nombreuses, ponctuée de petits centres de service, complétés éventuellement de quelques activités spécialisées (usines, hôtels...). Ce schéma qu'on retrouvera dans des plateaux du bassin parisien (Beauce, Picardie...) et même dans des régions réputées pauvres (certains causses par exemples), est associé à une émigration persistante et à de faibles densités démographiques sans qu'on puisse parler vraiment de dévitalisation, dans les perspectives proposées par « le système » économique et social. Tout au plus peut-on regretter la disparition du patrimoine culturel associé à l'ancienne société rurale (9).

Mais la plupart des régions françaises échappent à cette situation. Dans certaines, la population est déjà très peu nombreuse, tandis qu'aucun équilibre agricole ni aucune activité de remplacement ne peuvent être trouvés. Si bien que la seule issue de l'évolution actuelle semble être la désertification, avec tous les problèmes que posera un territoire cessant d'être entretenu, un paysage en ruines, des bâtiments plus ou moins abandonnés. Cette menace pèse sur une bonne partie du Massif Central. Dans d'autres régions, il subsiste une population encore importante, une société assez structurée, dont la disparition totale paraîtrait scandaleuse et au surplus lente et difficile (10).

Pour nuancer cette classification un peu grossière, et aussi pour comprendre dans le détail ce qu'elle recouvre, il faut disposer de méthodes d'analyses adaptées des transformations de l'espace géographique. Elles doivent être orientées vers l'étude des particularismes locaux et plus généralement des facteurs d'unité régionale. Les premiers sont entendus comme des phénomènes dissidents par rapport aux ordres et aux messages du pouvoir central unificateur, du système économique dominant, de l'organisation culturelle urbaine (11). Les seconds définissent plus généralement des frontières sur un territoire (12). Les uns et les autres sont des signes d'existence, de capacité d'initiative et de négociation des groupes et des pouvoirs locaux. Tous sont menacés de destruction et de fusion dans la société englobante.

L'étude doit avoir une échelle, et il a paru intéressant de partir de la notion de pays historique, qui au surplus fait actuellement l'objet d'un regain d'intérêt. Ces pays

correspondent grossièrement aux unités statistiques « petites régions agricoles » (13). Mais ils ne sont pas des unités institutionnelles de pouvoir (14). Peuvent-ils encore constituer, moyennant quelques aménagements de frontières, des zones de « prise en masse » des facteurs d'unité ou des particularismes, c'est-à-dire des sources vivantes de pouvoir local (15) ?

Les indicateurs statistiques généralement utilisés dans les études d'aménagement mériteraient d'être élargis ; leur croisement devrait être plus systématique. Une région a été choisie à titre d'expérience : le Boischaud du Sud, dans le département de l'Indre, présentait au départ des caractéristiques de région rurale « moyenne », mais avec une évolution particulièrement inquiétante pour l'avenir. Les aspects généralisables de cet exemple sont résumés ici.

## DONNEES SIGNIFICATIVES : COLLECTE ET TRAITEMENT

Il faut réunir le maximum de données possibles sur la région. Cette notion de maximum possible est imprécise : c'est un compromis. D'une part les résonances actuelles des mots « développement » et « aménagement » suggèrent la recherche de certains indicateurs nouveaux. D'autre part, le consensus qui s'est établi naissance au réseau des statistiques que nous connaissons, antérieurement sur la signification de ces mots a donné et dont il faut bien se contenter pour l'essentiel. En d'autres termes, il n'y a pas d'appareil statistique ni d'ensemble de données qui soient neutres, innocents des projets qu'une société entretient sur son avenir, ni des structures de pouvoir.

Dans la collecte, sont incluses des informations démographiques, sociales, économiques, traditionnellement retenues par les recensements de la population et de l'agriculture, les fichiers de l'INSEE, les publications de divers services professionnels et administratifs (chambres de commerce ou d'agriculture, statistiques agricoles, services fiscaux...). Elles fournissent une image de la région fondée sur les structures démographiques et sociales, et sur les productions. Elle demandent à être complétées dans plusieurs directions : les revenus (et pas simplement les salaires), la politique des pouvoirs publics, le cadre bâti, le paysage, les équipements quantitatifs et qualitatifs.

(9) dont une part subsiste parfois, parallèlement aux nouvelles formes d'activités et d'occupation du territoire : dans le Val de Durance, par exemple, se côtoient une campagne en voie de désertification et une immigrateur de type « rural », mais très éloignée des centres-villes. Voir OREAM Provence, bibliographie n° 13.

(10) Groupe de travail espace rural du 7<sup>e</sup> Plan, bibliographie n° 7.

(11) Par exemple : la création ou l'extension d'une structure industrielle fondée sur la petite entreprise non intégrée ; le développement d'un réseau d'artisans indépendants ; la division d'un parcellaire agricole en opposition aux tentatives de remembrement, etc... Comme ces exemples, le particularisme le moins discutable sera de nature économique, ancré dans les structures de production. Mais il engendrera souvent des traditions et des comportements culturels. A la longue, ces traditions peuvent devenir elles-mêmes des particularismes sous certaines conditions d'ampleur et de permanence : les patois locaux, les foires et marchés, survivent longtemps à l'organisation économique qui les a vu naître, assurant l'animation et l'unité des régions concernées.

(12) Par exemple : une polarisation sur un centre, une unité de relief ou de climat, un système d'exploitation agricole dominant, etc...

(13) Cette échelle est donc très différente de celle des monographies de villages, qui constituent actuellement la base des principaux travaux sur le pouvoir rural (voir en bibliographie MAHO (11), HERVIEU, CHAMBON (4)).

(14) Les arrondissements, qui s'en approchent, n'ont plus grande réalité administrative. Les contrats de pays dont la procédure est lancée actuellement, ne délimitent souvent que des zones de pure opportunité, bien plus petites que les pays historiques.

(15) Cette question ne peut avoir aucune réponse rapide. Elle fait l'objet d'un programme de travail général du Ministère de l'Agriculture (ACEAR) auxquels participent plusieurs bureaux d'étude. Les résultats ne sont pas encore synthétisés, et doivent en outre être mis en rapport avec d'autres monographies régionales, et un programme parallèle de l'AFPA. Pour ces raisons, on a surtout insisté ici sur des aspects méthodologiques.

Les informations doivent être présentées puis croisées. Un certain nombre de tableaux récapitulatifs donnent des résultats pour la région dans son entier, ou parfois pour les cantons. A une échelle plus fine, une présentation cartographique s'impose, puisque toutes les données sont localisées. Pour les manipuler aisément, un système automatique de cartographie est choisi, le programme CARTAREA sur imprimante ordinateur : toutes les données sont numériques. Pour pouvoir commodément confronter les indicateurs à l'échelle de leur collecte, on retient une maille unitaire de 9 caractères, valant 386 ha, au 1/200.000<sup>e</sup>. Chaque territoire communal est par approximation transformé en un certain nombre de ces rectangles unitaires.

Pour le croisement des données, il existe de nombreuses techniques. Une grande précision des résultats n'est pas indispensable dans un premier temps ; une méthode simple permet d'esquisser des rapprochements entre zones ou données statistiques, ce qui dégrossit ces problèmes avec de grandes facilités de retour en arrière et un contrôle parfait des hypothèses de croisement. La méthode reste sommaire, elle conserve les classements arbitraires de la cartographie, mais elle laisse le champ libre à une utilisation ultérieure de techniques sophistiquées. Elle obtient des cartographies automatiques d'indicateurs classés et croisés (16) dont quelques-unes sont présentées ici, à titre d'exemple.

Mais les aspects originaux d'une société rurale en déshérence, minoritaire, sont naturellement mal repérés par des outils statistiques homogènes, non régionalisés. L'information purement locale, non répétitive, n'est pas recherchée, en sorte qu'une région de forts particularismes peut paraître d'une grande banalité sous des critères nationaux. C'est surtout vrai des particularismes historiques et culturels, langues ou patois, architecture locale, paysage agraire, dont on trouve rarement trace dans les documents officiels. Plus encore, la réalité des pouvoirs locaux, des hommes et des groupes responsables, de leur évolution dans le temps, est mal repérée dans une accumulation de documents chiffrés. C'est pourquoi les données numériques sont complétées d'interviews. Sur de tels sujets, une méthode non directive autour de thèmes s'impose.

Enfin, la transformation dans le temps des particularismes, leur vitesse de dissolution éventuelle, intéressent autant que leur repérage. Pour l'histoire récente, des statistiques peuvent être dressées qui répondent à ces questions. Pour des époques plus lointaines, elles n'existent pas ou sont insuffisantes. Il faut s'en remettre aux entretiens, ou à des publications locales sans prétention quantitative.

Dans l'exploitation systématique des statistiques, pour juger de la période à prendre en compte il faut pondérer plusieurs critères : possibilité de remonter dans le temps pour différents indicateurs, obligations de disposer d'une

collecte complète à partir d'une date d'origine, nécessité de remonter suffisamment dans le temps pour englober des phénomènes de longue durée. On a décidé de s'intéresser d'abord à l'après-guerre, en faisant l'hypothèse que le Boischaud-Sud, comme la plupart des régions rurales françaises, gardait encore en 1939 des structures sociales et économiques très traditionnelles (impression confirmée, avec des nuances, par les entretiens). En outre, on a utilisé un système de dates repères, qui correspondent chacune à une conjonction de données et de recensement : 1954, 1962, 1968, 1974. Des efforts particuliers ont été faits dans la conception des divers indicateurs.

## Equipements et services

Il existe un recensement non exhaustif des équipements publics (écoles, transports, terrains de sport, hôpitaux...) dans le fichier communal du Ministère de l'Agriculture. Il vaut pour 1970, avec une actualisation prévue pour 1975. On l'a élargi, vérifié, complété pour les diverses dates repères. Pour les équipements privés (commerces, médecins, artisans), la collecte est beaucoup plus compliquée. On a utilisé des données des chambre consulaires (commerce et industrie, métiers) et d'autres sources (annuaires téléphoniques).

Pour chaque commune est calculée la distance aux principaux équipements considérés comme unitaires, pour les quatre dates prises en compte. Ces équipements sont divisés en trois classes (première, deuxième, troisième nécessité) en fonction de leur fréquence approximative d'utilisation, puis pondérés suivant l'importance : trois indices communaux de distance aux services sont ainsi obtenus. Des indices cantonaux sont ensuite calculés en tenant compte des populations respectives des communes. D'autre part, les commerces de chaque commune sont totalisés, toujours sur quatre dates, selon une approche comparable à celle des études d'armatures urbaines et rurales, pour fournir la classe des centres commerciaux.

## Revenus

Le revenu brut global annuel du département est établi en totalisant les revenus suivants : revenus agricoles (salariaux et non salariaux), revenus salariaux non agricoles, revenus des entrepreneurs individuels non agricoles et des professions libérales, revenus sociaux, autres revenus (assurances, revenus de la propriété individuelle...).

Pour les quatre premières catégories, des statistiques ou indicateurs départementaux actualisés sont disponibles chaque année (17). Pour la dernière, on procède par approximation, à partir des données nationales.

(16) Pour ces problèmes de recueil et de cartographie, voir ADIRES (bibliographie n° 2), annexe 1 du tome de synthèse : sur l'utilisation empirique des données en aménagement.

(17) Par l'INSEE, la statistique agricole, la Direction départementale des Impôts, la Caisse primaire de sécurité sociale, la Mutualité sociale agricole, etc...

Le tableau départemental simplifié et ne suit pas tout à fait les nomenclatures de la comptabilité nationale. Par approximation, il permet cependant de rapprocher le montant des revenus selon leur origine, et le nombre des ménages concernés. Ainsi la distribution des revenus dans le département, par grandes catégories socio-professionnelles, peut-elle être grossièrement estimée. Enfin, on peut passer du tableau départemental à un tableau de petite région en localisant les principaux revenus, grâce au fichier de l'URSSAF (18) et à différentes interpolations tirées des recensements de la population, ou des exploitations agricoles.

Les résultats obtenus sont assez fiables. L'erreur sur le revenu brut global de la région, comme l'erreur sur chaque catégorie de revenu, ne doit jamais dépasser 15 % (sauf peut-être sur les « autres revenus » qui ne dépassent pas 8 % du total). On dispose en effet de quelques moyens de vérification du total comme des termes de l'addition, grâce aux données départementales et régionales de la comptabilité économique nationale, et de divers organismes comme le centre de gestion des exploitations agricoles.

## Le paysage

Pour une nécessaire analyse quantitative et cartographique du paysage, il existe peu de méthodes. Aucune n'est aisément reproductible, car la description d'un paysage ne se distingue pas d'une échelle d'observation et des résultats pratiques qu'on en espère : appréciation esthétique, repérage des transformations et de leurs responsables, définition d'interventions techniques ou réglementaires... Les influences des activités économiques et de la vie sociale sur le paysage nous intéressent ici prioritairement. L'enquête porte donc sur les structures modifiables du paysage. Comme les activités, notamment l'agriculture, ont une emprise au sol, il faut donner aux indicateurs descriptifs du paysage le même caractère, pour étudier leurs rapports.

On se livre plutôt à une étude des formes d'occupation du sol que du paysage proprement dit. Le cadre bâti n'intéresse guère : ses transformations sont modestes dans la région étudiée ; il n'occupe qu'une faible part du sol ; son analyse quantitative est fort difficile (19). Par contre, les structures agraires sont importantes, leur caractère essentiel est ici le bocage.

Le niveau d'observation, c'est-à-dire pratiquement la surface de terrain à laquelle on associe des indicateurs numériques, doit être assez vaste pour être visible sur une carte et doit permettre des comparaisons intercommunales, puisque la plupart des autres données sont fournies sur la commune. Des rectangles de 385 ha ont été pris comme unité de paysage, sur lesquels on a

mesuré des indices concernant la fréquence des haies et la taille du parcellaire : l'un et l'autre sont d'autant plus élevés que le bocage est plus dense.

L'étendue du rectangle unité ne permet pas d'enquête directe sur place. Au surplus, celle-ci ne dit rien sur les modifications du paysage dans les dernières décennies. Les couvertures successives des photographies aériennes sont donc utilisées.

Il est ainsi possible de connaître quantitativement, non seulement les différences qui peuvent exister d'une zone à l'autre du Boischaut, mais aussi l'évolution de ces zones entre 1950 et 1970.

## La politique des pouvoirs publics

Les interventions de l'Etat dans la région pendant toute la période considérée, par commune, sont recensées. L'indicateur quantitatif de ces interventions est le montant des subventions attribuées. Ceci a pour but de mettre en évidence une politique des pouvoirs publics dans la zone, avec ses grands axes : secteurs d'activité ou équipements encouragés, groupes socio-professionnels concernés, zones géographiques préférées.

La collecte n'est pas simple. La localisation des investissements est souvent difficile à établir, quand il s'agit de réseaux étendus : le nombre d'organismes concernés est important ; surtout le souvenir des interventions est très imprécis. Ces problèmes ont conduit à centrer la recherche sur les actions du Ministère de l'Agriculture, organisme de tutelle et coordinateur des financements sur la presque totalité du territoire.

Dans toutes les administrations départementales, les documents sont conservés par Service, si bien que leur synthèse sur une zone donnée est toujours difficile. L'archivage est presque toujours médiocre. A l'occasion d'un déménagement, d'une réorganisation (la création des DDA et des DDE en 1966 et 1968, par exemple), des dossiers sont souvent envoyés aux archives départementales, multipliant ainsi les sources documentaires et ne respectant aucun classement. Faute de pouvoir dépouiller d'énormes dossiers hétéroclites, l'information est perdue.

## PRINCIPAUX RESULTATS

### Une société sans mémoire

Le Boischaut du Sud, comme toutes les petites régions françaises, s'est profondément transformé depuis quelques décennies. Or les institutions du pouvoir (sinon sa réalité), les moyens de publication, les centres de réunion, ont été transférés d'une élite locale à une administration d'Etat, départementale le plus souvent. Cette dernière détient les informations nécessaires à la chronique régionale, et dispose presque seule des moyens

(18) Union Régionale de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales.

(19) Voir ROGERS, bibliographie n° 15.

pour les mettre en forme. Mais elle n'assure pas cette fonction. Tout concourt à son silence : sa structure cloisonnée, sa centralisation, sa faible insertion dans la région. Si bien que nous disposons paradoxalement d'informations assez abondantes sur la société presque immobile du XIX<sup>e</sup> siècle (en particulier grâce aux romans de Georges Sand, qui vécut ici), et fort peu sur des mouvements récents qui mettent à bas très rapidement des traditions multiséculaires. La transformation des activités, l'abandon des coutumes locales, le mécanisme de l'exode rural depuis 1945 méritent, pour être compris, des méthodes et des patiences d'historiens ou d'ethnologues. Le pouvoir et les administrés ont cessé de se souvenir : dans les entretiens avec des élus ou des notables, on observe constamment une opposition entre un Boischaut archaïque, rural, antérieur de fait à 1914 mais bien connu (même par des gens qui n'étaient pas nés alors), et le Boischaut contemporain, confus, inquiétant, sans passé ni avenir, indescriptible.

Aucun événement important propre à la région ne peut être décelé dans l'histoire du dernier siècle : ni décrépitude d'activités importantes, ni lancement de nouvelles spécialités. L'exode rural commence dès 1850, comme dans tout le centre de la France. La population atteint néanmoins son maximum en 1886 (93 000 habitants), ne décroît rapidement qu'à partir de 1914. Le drame du Boischaut du Sud est commun à toute la France rurale : c'est la guerre de 1914-1918. La guerre n'a pas seulement tué, mais elle a aussi déraciné les ruraux. Elle a enclenché le mécanisme de l'exode qui s'est accéléré à partir de 1945, après un temps d'arrêt dû à la crise de 1930 et à l'occupation.

### Effondrement démographique

Seules les communes rurales se dépeuplent (— 1 % par an depuis 1946), et de plus en plus vite (— 1,53 % par an depuis 1968). Les unités urbaines conservent à peu près leur population. Mais l'évolution naturelle pour l'ensemble du Boischaut Sud (et pour tous les cantons pris isolément) est désormais négative. Elle s'ajoute à une émigration nette qui continue et qui touche maintenant les deux villes, Argenton-sur-Creuse et La Châtre.

Les petites villes qui jusqu'en 1968 restaient aptes à retenir une population migrante, ne jouent plus ce rôle. Vraisemblablement elles perdent des jeunes diplômés pour gagner en moindre nombre des immigrants peu qualifiés. Ces observations sont capitales : jusqu'à présent en effet, on a souvent présenté l'exode rural pour une bonne part comme une simple redistribution de population à l'intérieur de petites régions, entre les villages et les bourgs. Si le cas du Boischaut du Sud n'est pas isolé, et les premiers résultats du recensement de 1975 semblent l'indiquer, on peut craindre que les petites agglomérations soient entraînées par la dévitalisation de leur environnement, et que tout le maillage de l'organisation historique du territoire ne soit mis en cause.

Jusqu'à présent, la mortalité est restée faible, elle a surtout touché des classes d'âge déjà décimées par la guerre de 1914. Elle va s'amplifier dans les dix prochaines années, et on peut craindre un véritable effondrement de la population totale à l'horizon 1990-2000. Dès à présent, le départ à la retraite de classes nombreuses va créer un phénomène similaire dans la population active, plus ou moins retardé suivant que des agriculteurs, commerçants et artisans âgés se maintiendront ou non en fonction. Ce diagnostic, à quelques variantes près, vaut pour la grande majorité des régions françaises à dominante rurale (20).

L'avenir démographique de la région est la combinaison de plusieurs fonctions, en particulier :

- la population actuelle et sa structure d'âge,
- l'évolution de l'emploi agricole et non agricole,
- l'évolution de l'habitat.

Si on tient compte des seules tendances d'emplois, la zone d'étude devrait garder en 2000, 45 000 habitants au moins, contre 58 000 actuellement. La densité moyenne correspondante (25 habitants/km<sup>2</sup>) n'est pas bien forte, si on pense qu'elle s'accompagne d'un regroupement de la population sur les centres. Mais cette estimation elle-même, fondée sur la vraisemblance économique, compte sans la démographie. Or celle-ci est désormais contraignante pour l'avenir. L'évolution tendancielle de la population totale semble à peu près accordée au chiffre précédent, mais il n'est pas certain que la population active disponible y corresponde, par suite du vieillissement. Seul le dépouillement exhaustif du RGP 1975, comportant les pyramides d'âges de résidents et de migrants, permettrait des prévisions sur ce point.

A cette incertitude sur la demande d'emploi locale répond celle de l'offre. Quand un artisan actif, ou un agriculteur prospère prend sa retraite, on peut dire qu'il y a place pour un nouveau travailleur. Mais il ne place pas sur sa porte de panneau d'embauche. L'un ou l'autre n'a pas sûrement un successeur en place. On ne peut exclure un scénario agricole où l'élevage du Boischaut Sud adopterait des systèmes plus ou moins extensifs, sans autre nécessité que la concentration des structures foncières et le manque de main-d'œuvre disponible (20).

Les entreprises plus importantes peuvent aussi être entraînées dans une spirale de dépeuplement. L'importance et la qualification de la main d'œuvre disponible ne permettent guère aux établissements d'envisager une extension et une modernisation radicales de leur activité. L'offre d'emplois ainsi définie, réduite en nombre et accompagnée de faibles revenus, ne suffit pas à enrayer l'exode des jeunes.

20) Rendant ainsi vraisemblables les propositions du Watson Institute tendant à transformer le Massif Central et sa périphérie en une zone de ranch extensifs (bibliographie n° 5).

Il y a peu de chance pour que l'immigration étrangère, désormais fort réduite en France, se substitue à ces départs.

Enfin à l'échelle nationale, la faible natalité citadine n'assure pas la croissance de consommation de logements et d'équipements nécessaire à l'économie urbaine. Celle-ci va donc continuer à tabler sur l'exode rural, même si les classes d'âge concernées deviennent anormalement faibles (21).

### Exode rural ou exode agricole ?

Il n'y a en fait qu'une cause de dépeuplement : la diminution de la population agricole. Il n'y a pas ici d'exode rural (en général), mais seulement un exode agricole.

Ce jugement n'est valable qu'au niveau du solde migratoire. En réalité, il est vraisemblable que beaucoup d'agriculteurs ou enfants d'agriculteurs mutants restent dans leur région, tandis que des non agriculteurs émigrent. L'important est que le mécanisme de dépopulation trouve sa source permanente dans le secteur agricole. Les emplois non agricoles sont stables. Il y a presque équilibre entre la population active non agricole et le nombre d'emplois offerts localement.

Le moteur de l'exode agricole est le rapport toujours croissant entre la surface agricole utile (SAU) et le nombre de travailleurs. Autrement dit, c'est la productivité du travail agricole, et le choix d'un système d'exploitation assez extensif. L'ennui est que si l'administration peut envisager, le cas échéant, de mener localement une politique de structures, stabilisant par exemple la taille des exploitations, elle a beaucoup moins d'influence directe sur l'intensification des systèmes et le nombre de travailleurs par ha. Ce dernier choix est très lié à l'environnement économique et technique général dans lequel se situent les agriculteurs, c'est-à-dire à la tradition locale, à la facilité de recrutement de main-d'œuvre, à l'influence des fabricants de matériel et de produits agricoles, aux prix. Tous ces facteurs sont très inertes ou commandés par des centres de décisions bien extérieurs au Boischaut.

### Inégalité des revenus

L'inégalité est sensible entre communes, du moins sur le seul indicateur dont on puisse disposer à cette échelle : les salaires. Dans les chefs-lieux de cantons et les communes voisines, les salaires sont en général supérieurs à la moyenne du Boischaut Sud (15 000 F par an en 1974) tandis que dans certaines communes rurales, ils peuvent être très bas : moins de 7 500 F par an parfois. Cette situation est naturellement corrélée avec l'intensité de l'émigration.

(21) « Les maquettes démographiques » du 7<sup>e</sup> Plan, tendanciennes ou volontaristes, n'échappent pas à cette observation.

Il s'en faut que toutes les communes à hauts salaires stabilisent leur population : tout dépend du nombre de salaires. Par contre la majorité des communes d'émigration ont aussi de bas salaires.

Aussi grave est l'écart entre le Boischaut Sud et la moyenne française. En 1973, les revenus du premier par habitant atteignaient les deux tiers de la seconde. Quelle que soit l'imprécision du calcul, cette différence est significative.

Enfin il existe de fortes inégalités entre catégories socio-professionnelles, perceptibles aussi malgré toutes les imprécisions ou erreurs de calcul possibles.

### Revenus du travail (22) moyens estimés en 1973

	Indice
Actif agricole (salaire ou exploitant) . . . . .	100
Salaire . . . . .	150
Entrepreneur individuel ou travailleur indépendant	340

Chacune des grandes catégories ci-dessus mériterait elle-même d'être divisée. Le revenu brut d'exploitation varie beaucoup selon la taille ou le système de production. La catégorie des entrepreneurs individuels et travailleurs indépendants mêle des commerçants et artisans ruraux fort modestes et des professions libérales ou cadres supérieurs très prospères.

Deux conclusions d'imposent.

— Tous les écarts de revenus observés (entre personnes, entre zones), expliquent surabondamment l'exode agricole et rural. Leur ampleur est quand même étonnant. Plus encore, il est surprenant que ces écarts n'aient pas déjà suscité des débats plus importants, des analyses précises et nombreuses.

— Les catégories socio-professionnelles privilégiées et dirigeants souffrent peu (sinon pas du tout) de la relative pauvreté du Boischaut Sud. Les honoraires des professions libérales, les hauts salaires, les bénéfices des commerçants actifs sont décidés dans un marché national de l'emploi fort peu soumis aux disparités micro-régionales. S'ils viennent à diminuer, l'émigration est relativement aisée pour ces travailleurs, au moins en l'espace d'une génération. Leur participation aux affaires locales n'est donc pas fondée sur la nécessité, tout au plus sur un sentiment d'enracinement : « les élites », les cadres n'ont pas de réelle solidarité économique avec leur milieu. Leur militantisme régional est donc aléatoire, leur estimation de la gravité des problèmes risque d'être minimisée. Cette situation est certainement fréquente en France.

(22) Il s'agit uniquement des salaires, honoraires, bénéfices commerciaux de chefs d'entreprises ou de revenus bruts d'exploitation distribués dans la région, à l'exclusion des revenus sociaux et des « autres revenus » (mobiliers ou immobiliers). Le revenu des ménages agricoles (et non seulement des actifs) est relativement plus élevé que l'indiquent les proportions ci-dessus, car ils bénéficient sans doute plus des revenus sociaux (du fait de leur âge moyen élevé) et des « autres revenus » (qui comportent la rémunération du capital foncier).

## LES EQUIPEMENTS ET SERVICES : USAGES ET SYMBOLES

Les formes adoptées pour les indices d'équipements recouvrent des inégalités entre les situations locales, mais celles-ci ne s'aggravent pas particulièrement sur longue période. La deuxième partie du jugement contredit ce qui est généralement affirmé par des défenseurs du milieu rural et plus particulièrement par les habitants du Boischaut interrogé et qui se résumait ainsi : il y a fermeture des services ruraux, et ainsi accélération de l'exode et de la dévitalisation. Au-delà de la simple opposition fermeture-création, il y a de réelles dégradations des services. Malgré tout, le développement de la motorisation individuelle devrait compenser le sentiment d'isolement, sauf pour une minorité d'exclus (d'ailleurs importante : jeunes, vieux, femmes...).

La dénonciation du sous-équipement exprime beaucoup plus que les simples fermetures de services, même si elle les choisit comme cas significatifs. Les écarts croissants entre campagnes et villes, le rassemblement des pouvoirs dans ces dernières, notamment des administrations, sont surtout en cause. Tout se résume dans une constatation répétée, notamment par les agriculteurs : « il n'y a plus rien ici, il faut aller pour tout à Châteauroux ».

Dans la société paysanne traditionnelle, la notion de service n'apparaît guère. Elle n'est pas dissociable de l'ensemble de la vie sociale et culturelle. Elle reste essentiellement confinée au voisinage, c'est-à-dire à une aire géographique fort limitée pour un individu donné : les services s'y échangent entre pairs (paysans, artisans et commerçants ruraux), gratuitement ou vénale, sans polarisation excessive.

Avec le temps, ce système s'est modifié. D'une part la consommation des ruraux s'est modernisée : elle est devenue marchande, et urbaine. Seule la ville offre le choix, le décor, l'environnement culturel nécessaire aux achats. D'autre part les ruraux (et parmi eux, en première ligne, les paysans) sont dans une dépendance accrue par rapport à une administration d'Etat, à des organismes professionnels ou commerciaux regroupés, tous installés en ville. Il est faux de dire qu'on ne trouve plus rien dans le Boischaut, mais on trouve tout à Châteauroux, le décor et le pouvoir d'attirer le consommateur ou l'administré en plus. Cette nouvelle subordination du campagnard entraîne le dépérissement de son environnement bien plus que la décision de supprimer une école ou la fermeture d'un magasin.

### Le paysage

Le paysage du Boischaut, pour le voyageur, apparaît comme un bocage en ruine. Le maillage des haies est assez irrégulier. Il est difficile de recenser toutes les composantes de l'impression de déséquilibre ressenti :

agrandissement ou modification des parcelles, manque d'entretien, épaississement ou destruction de haies, abandon de bâtiments d'habitation ou d'exploitation, poussée au hasard de pavillons neufs, rareté des jardins entretenus... Tout ceci porte à conclure que le bocage disparaît spontanément, même en l'absence de remembrement : c'est faux. L'analyse exhaustive 1950-1970 laisse apparaître toutes les situations.

Le plus souvent, bien entendu, on va dans le sens d'un éclaircissement du bocage, mais les cas de densification (c'est-à-dire de plantation de haies) ne sont pas rares. L'influence des régions voisines, comme modèles d'aménagement paysager, est aussi sensible. Les transformations peuvent être très importantes dans une direction ou une autre, et très rapides. On sait alors qu'elles sont rarement harmonieuses. La méthode d'enquête permet donc de distinguer une structure paysagère relativement stable et des modifications très visibles, mais plus superficielles ou locales. Elle laisserait bien augurer d'une intervention publique spécifique sur le paysage, si on n'observait par ailleurs une forte croissance du parc de tronçonneuses dans la région, et surtout un raisonnement de plus en plus économique, et de moins en moins soucieux de leur environnement, de la part des agriculteurs les plus en vue comme des techniciens qui les encadrent.

### SURVIE OU DESAGREGATION DU PAYS ?

Les aperçus sectoriels qui précèdent ne représentent qu'une partie des résultats obtenus : on a insisté sur les plus originaux, compte tenu des méthodes d'enquête et de traitement utilisées. Il faudrait y ajouter les observations agricoles : aux modèles d'exploitation extérieurs (grande culture céréalières), elles opposent la relative inertie, associée à un fort sentiment d'infériorité par rapport à ces modèles et à une réelle dépendance économique des circuits de commercialisation. Les aides de l'Etat, très ponctuelles, aggravent une impression de désordre dans les évolutions qui n'est pas confirmée dans les faits.

Au total, le pays est diversifié et se diversifie. Mais à défaut de particularismes forts, la région dispose de facteurs d'unité : prééminence de l'agriculture, homogénéité relative des structures et des systèmes autour de l'élevage bovin, paysage bocager... La présence de deux petits centres (La Châtre et Argenton) assure à l'intérieur du Boischaut une polarisation efficace des activités et services.

Les termes d'autarcie et d'autonomie reviennent constamment dans les commentaires de la documentation statistique. Toute l'économie est médiocre. Ses contraintes viennent de l'extérieur, mais les échanges ne sont pas trop déséquilibrés.

Ces observations relativement positives pour l'émergence d'un pouvoir local, doivent être très nuancées

par des considérations démographiques, comme on l'a vu, et surtout par la conscience qu'en gardent les habitants (23).

Il n'y a plus de culture adaptée aux réalités du pays, capable de synthétiser les événements ; l'impression est celle d'un désordre culturel et d'une dégradation de la société locale. Il n'y a plus d'histoire du Boischaud. De tous côtés, on décrit le même aboutissement mais très sommairement : une campagne réduite à la production agricole ponctuée de quelques centres industriels ou tertiaires sans société rurale. Pour les uns c'est le progrès, pour d'autres la fin. Le « développement » et ses contradictions (enrichissement et exode, spécialisation et cloisonnements sociaux, ouverture vers l'extérieur et destruction des particularismes...) destructurent la région.

D'une façon générale, la modernisation accélérée de l'agriculture accélère la fermeture de services locaux.

Comme agent essentiel de cette évolution, plus ou moins forcée, apparaît l'administration. La carte des diverses circonscriptions est révélatrice d'une véritable balkanisation des campagnes par l'Etat.

Aucune solidarité territoriale réelle ne peut être respectée dans un tel enchevêtrement de frontières. On s'est beaucoup gaussé des circonscriptions de l'Ancien Régime. Pas plus nombreuses ni hétéroclites, elles avaient au moins l'avantage de procéder parfois d'une logique interne à la région, de traditions enracinées de féodalités issues du terroir. Les nouveaux pouvoirs n'ont pas ces sources vénérables, ils procèdent de l'Etat

centralisé, ils ne se donnent que des justifications techniques, leur rationalité est obscure aux indigènes ; ils participent à l'élaboration d'une société éclatée, d'un véritable statut colonial pour les campagnes.

Cette vision tragique de l'avenir n'est guère transmise en dehors de la région. Dès le chef-lieu de département, elle tend à se dégrader en expression folklorique des problèmes de la petite région. La spécialisation des administrations, leur rôle important dans la transmission du message « moderne » les placent devant un problème compliqué sinon insoluble : répondre au conflit entre une société locale et une économie globale par des mesures d'accompagnement de la seconde. Il n'est pas aisé de trouver des solutions institutionnelles et financières.

Il est pourtant urgent d'en discuter : 50 % au moins de notre territoire, et 12 à 15 % de la population, sont directement concernés (24).

Notre étude permet d'émettre quelques doutes sur le caractère spécifique et stable des régions rurales moyennes. Sinon quelques décennies d'évolution, on ne voit guère ce qui sépare le Boischaud du Sud de régions désertifiées comme on en trouve déjà dans le département voisin de la Creuse. Il apparaît comme une étape presque systématique de la dévitalisation des zones peu urbanisées, que certaines ont déjà parcourue mais que d'autres (Vendée, Poitou, Charentes, Bourgoigne...) risque d'atteindre si on n'y prend pas garde, et si on laisse se dégrader les capacités d'entreprise et d'autonomie de la société locale.

## BIBLIOGRAPHIE

1. ADIRES (Jean-Michel Roux, Philippe Tourny). Concentration-Déconcentration. Tome 1 : Les petites villes et les campagnes dans l'organisation du territoire. ACEAR, 1974.
2. ADIRES (J.-M. Roux, Y. Heymann, G. Baudez). La dévitalisation de la France rurale, survie ou désagrégation des petites régions. ACEAR, 1976.
3. G. BAUER et J.-M. ROUX. La rurbanisation ou la ville éparpillée. Le Seuil, 1976.
4. N. CHAMBON, R. HERVIEU : Le pouvoir au village. CNRS, Université de Nanterre, 1974.
5. DATAR. Le survol de la France. 1972.
6. J. DREYFUS. L'urbanisme comme idéologie de la rationalité, le refus de l'ordre de la différence. 1974.
7. GROUPE DE TRAVAIL. « Aménagement des zones rurales et de leur armature urbaine ». Rapport sur « l'aménagement rural au cours du 7<sup>e</sup> Plan », mars 1974.
8. M. JOLLIVET (sous la direction de). Les collectivités rurales françaises. Tome 2 : sociétés paysannes ou lutte de classe au village. Armand Colin, 1974.
9. M. LAUTIER. Les fonctions du discours sur la ville. Dans les actes du colloque de Dieppe sur « les politiques urbaines et la planification des villes ». Commissariat au Plan, avril 1974.
10. H. LEFEBVRE. Du rural à l'urbain. PUF 1965.
11. J. MAHO. L'image des autres chez les paysans. Le Champ du Possible, 1974.
12. G. MERCADAL. Peut-on tirer un enseignement des essais français de modélisation du développement spatial urbain ? Revue économique, novembre 1972.
13. OREAM PROVENCE. Val de Durance, éléments pour une stratégie de développement, 1975.
14. P. RAMBAUD. Société rurale et urbanisation. Le Seuil, 1969.
15. A. ROGERS. Statistical analysis of spatial dispersion. Londres, Plon éditeur, 1974.
16. SEGESA. La France des faibles densités. 1. Délimitation, problèmes, typologie. ACEAR, 1976.

(23) Les entretiens sur « la perception du développement », qui ne sont pas présentés ici, mériteraient à eux seuls un article particulier.

(24) Voir SEGESA (bibliographie n° 16).



# 47. Indice de variation de l'indice bocage entre 1950 et 1970

■  $i > 1,5$  (diminution)

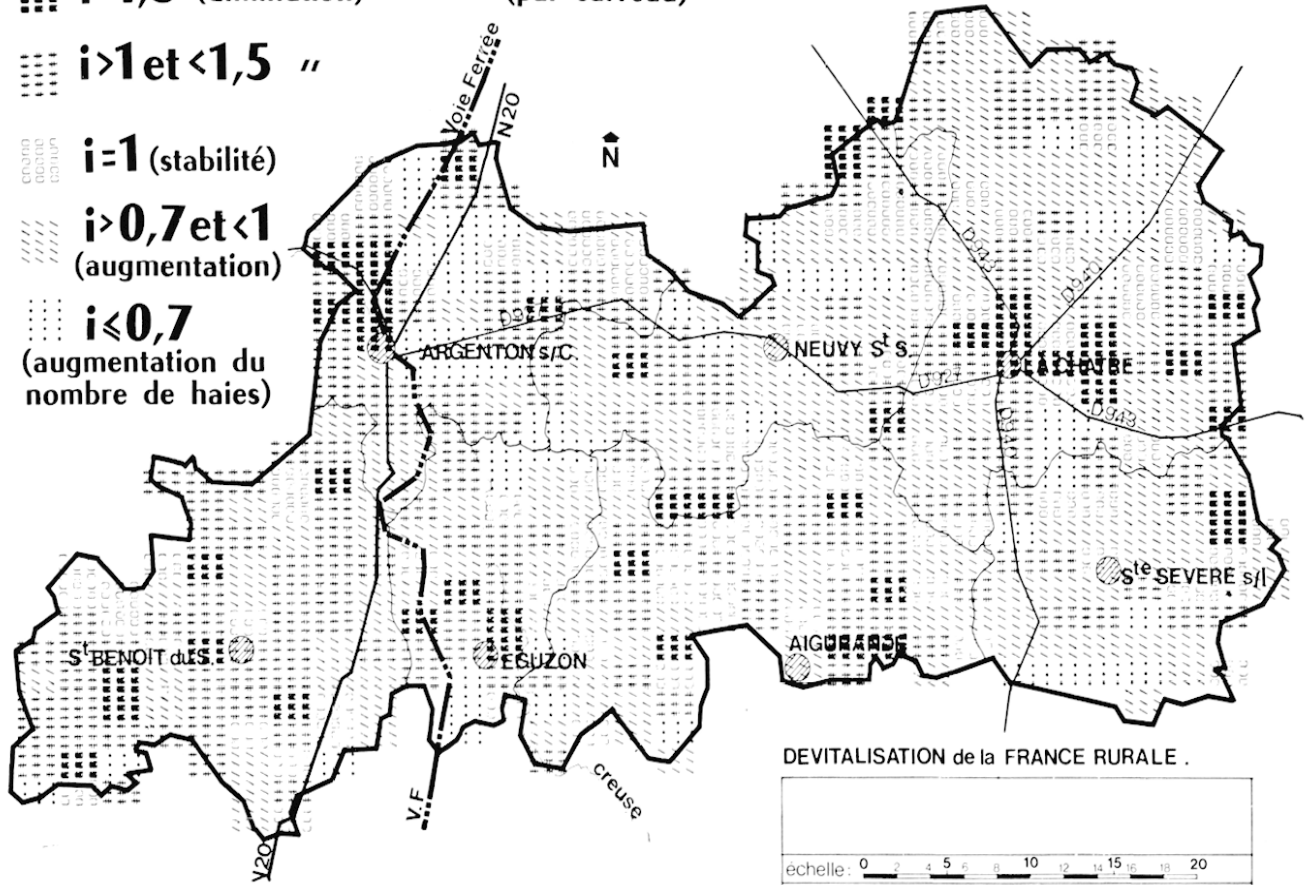
(par carreau)

▨  $i > 1 \text{ et } < 1,5$  "

▧  $i = 1$  (stabilité)

▩  $i > 0,7 \text{ et } < 1$   
(augmentation)

⋯  $i \leq 0,7$   
(augmentation du nombre de haies)



CARTE N° 17 VRI029073

DEVITALISATION de la FRANCE RURALE .

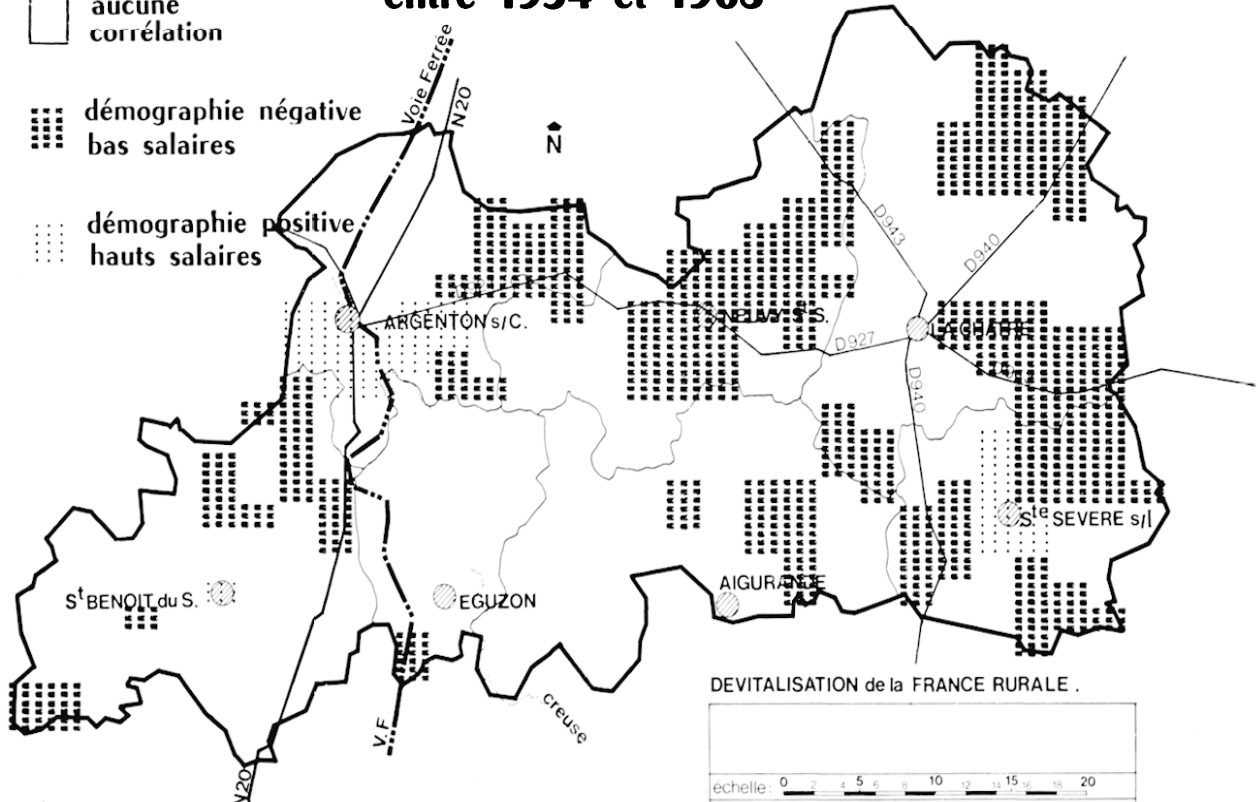
echelle: 0 2 4 5 6 8 10 12 14 15 16 18 20
document établi en : janvier 1976
source : voir en début d'annexe
area : atelier de recherche et d'études d'aménagement 28 rue barbet de jouy paris 7

# 81. Revenu des salariés en 1974 et évolution démographique entre 1954 et 1968

□ aucune corrélation

▨ démographie négative  
bas salaires

⋯ démographie positive  
hauts salaires



CARTE N° 0 SALARETEND

DEVITALISATION de la FRANCE RURALE .

echelle: 0 2 4 5 6 8 10 12 14 15 16 18 20
document établi en : janvier 1976
source : voir en début d'annexe
area : atelier de recherche et d'études d'aménagement 28 rue barbet de jouy paris 7